

Un défi intérieur

Joseph Sedrati

Université Jean Monnet, Saint-Etienne, France

CELEC-CEDICLEC-GERFLINT¹

*Le défi de la diversité auxquels sont confrontés **tous les pays** qui participent à l'économie mondiale est, selon nous, moins désormais un défi face à l'omniprésence d'une puissance dominante ou tutélaire, qu'un défi intérieur : l'incapacité dans laquelle se trouvent les systèmes nationaux d'éducation à former les populations à une approche adéquate de la diversité culturelle, par une éducation donnant aux langues cultures locales, régionales, nationales et étrangères l'attention qu'elles méritent, en privilégiant la variété, en donnant le choix.* Si les raisons pour expliquer cette incapacité sont avant tout d'ordre politique et économique, les moyens pour répondre au défi intérieur de la diversité sont d'abord de nature culturelle et concernent chaque politique, en tout premier lieu celle(s) qui s'affirme(nt) ou sont perçues comme dominante(s). La prise de conscience de cette réalité n'est pas acquise. C'est pourquoi nous avons choisi de présenter le problème de la diversité sous cet angle, dans sa dimension la plus concrète : l'enseignement des langues cultures étrangères où l'incapacité est criante à l'heure du soi-disant village planétaire, utopie moderne et bel exemple de la force idéologique des mots.

L'exemple de la Russie post soviétique est de ce point de vue intéressant à plus d'un titre. C'est un pays pluri-national, qui a connu (subi et choisi) au cours de son histoire les influences étrangères, tout en forgeant son identité culturelle nationale. Il bénéficie aujourd'hui lui-même d'une influence culturelle non négligeable. Pourtant la Russie est elle-même confrontée à ce défi intérieur non relevé bien plus dangereux que l'envahissement ou l'influence étrangère. La Russie a cette particularité de par sa situation sur la route du commerce entre la Chine, l'Europe, l'Asie et la Perse, par sa géographie et une longue histoire, par les nombreuses populations qui vivent sur son territoire, d'une longue expérience de la diversité et du contact culturels.

Entre le discours théorique sur la diversité, et la résolution pratique de la coexistence et du développement des échanges culturels à la base de tout commerce humain, sans recourir à la violence ou à l'exploitation, il y a un gouffre plus ou moins profond que les grandes puissances ont su plus ou moins bien combler. **L'éducation elle-même n'a pas encore accédé à la place qu'elle mérite dans les sociétés modernes ; nous en sommes toujours dans ce domaine à l'âge de l'enseignement, à commencer par le domaine des langues cultures.**

Notre communication permet également de faire le point sur la relation culturelle franco-russe², entre deux pays qui ont les mêmes intérêts et des difficultés comparables face au défi de la diversité ; nous ajouterons les mêmes responsabilités et cependant aucun dialogue à ce sujet. Comment oublier que la Russie est la grande oubliée parmi les pays enrôlés dans l'Organisation Internationale de la Francophonie ? Est-ce la faute

de la France ou celle de la Russie ? Ce n'est en tout cas ni celle de Voltaire ni celle de Pouchkine. Comment oublier toutes les réticences qu'inspirent une Europe unie dans la diversité de l'Atlantique au Pacifique ? Ce n'est en tous cas pas la faute à De Gaulle ni à Poutine. La prise de conscience n'est pas encore acquise que le partage ne suppose pas forcément la subordination et que l'échange est bien plus fructueux que le viol des consciences.

La multiplication des routes du commerce ont ouverte autrefois la voie de la prospérité. A l'inverse aujourd'hui, plus on communique et moins on (se) connaît. La culture comme le commerce qui est l'une des dimensions de la culture, nécessite du temps, de l'énergie, du talent, des connaissances, la volonté d'aboutir, que l'information ne remplace pas. L'argent est à lui-même sa propre fin et sa propre limite. Il consomme et rejette comme inutile tout ce qui rend long et tortueux la voie du profit. La diversité comme les cultures souffrent du profit à courte vue, de l'homme qui gène par sa diversité. Voilà dans quel cadre nous situons le débat sur le défi.

*Alors Viens et regarde.*³

1. Aspect de politique linguistique

Chaque pays, ou comme l'exprime plus exactement Jean Baechler⁴ chaque *politie*, base et lie son développement économique à sa sphère d'influence culturelle comme moyen de pérenniser son pouvoir. Cela confère à la sphère linguistique une primauté dont les acteurs n'ont pas toujours une conscience claire, tant en France qu'en Russie.

Il convient donc d'examiner si l'ouverture politique et économique de la Russie a eu un effet sur l'enseignement des langues étrangères dans le système russe de formation depuis douze ans.

Le régime soviétique fondait la pérennisation de l'idéologie du Parti sur l'éducation, ce qui explique le rôle clef joué par les pédagogues dans la diffusion de l'idéologie socialiste et de ses principes. La place et le rôle de l'enseignement-apprentissage des langues étrangères a donc profondément changé de nature et d'objectifs depuis la fin de l'URSS. De moyen de propagande au service de la diffusion de la coopération internationaliste et de l'idéologie socialiste dans les pays frères, l'enseignement des langues étrangères est devenu une clef pour comprendre et communiquer avec des personnes, vivant dans d'autres pays.

L'enseignement des langues étrangères a connu à partir des années soixante en URSS un premier développement lié à l'expansion soviétique. Pourtant ce développement a surtout concerné trois langues l'anglais, l'allemand et le français, un peu l'espagnol et à très petite dose de nombreuses autres langues selon les besoins de la propagande et des échanges nécessaires à l'Etat soviétique. Ce choix était dicté par les intérêts politiques du pays et la géopolitique mondiale.

La guerre froide a placé l'anglais au premier plan des langues étrangères enseignées en URSS, comme ce fut le cas pour l'allemand entre les deux guerres mondiales. Depuis la fin de l'URSS, l'influence de l'anglais n'a fait que s'accroître. Ce phénomène qui s'observe partout dans le monde ne fait que traduire la reconnaissance de la dominance américaine (et non pas sa suprématie). Cependant la qualité de l'enseignement donné et les résultats réels constatés auprès des apprenants montrent, en Russie comme ailleurs, que **l'efficacité réelle de l'enseignement des langues étrangères est faible alors même que le nombre d'apprenants et d'enseignants est important, et ce, y compris et d'abord, pour l'anglais.** Nous tenterons de donner un début d'explication à cette situation paradoxale en présentant une analyse rapide de la situation de l'enseignement-apprentissage du français depuis l'ouverture politique de la Russie.

2. L'enseignement du français en Russie

L'enseignement de la langue française en Russie a subi une baisse très importante d'apprenants par rapport à la période soviétique. Le constat de cette baisse a pu être dressé dès 1992 en recourant aux statistiques du Ministère russe de l'Éducation. Cette année là 8, 83 % des élèves et 8 % des étudiants apprenaient le français en Russie. Nous ne disposons pas de statistiques officielles récentes sur l'enseignement des langues étrangères en Russie mais les constatations faites dans différentes régions laissent à penser que cette baisse s'est poursuivie, et l'Ambassade de France, avance le chiffre de 5,6 % en 2003⁵. La chute est donc sévère par rapport à la période des années quatre-vingt lorsque les statistiques indiquaient 25 % d'apprenants pour le français. Même si l'on considère que les statistiques reflétaient le plan à remplir et non la réalité, il semble clair que le nombre d'apprenants et d'enseignants formés a considérablement baissé en vingt ans et notamment depuis dix ans.

Mon expérience en Sibérie occidentale et en particulier dans l'Oblast⁶ de Tomsk me permet de dire que la baisse s'est en effet poursuivie entre 1994 et 2003. Cela étant dit, le nombre de personnes souhaitant apprendre le français n'a pas diminué et demeure toujours assez important. **Le problème est donc d'abord dans la capacité d'offre de français dans les écoles et établissements supérieurs russes, dans le choix des familles qui font très majoritairement pour leur enfant le choix de l'apprentissage d'une seule langue étrangère, l'anglais, considérée comme nécessaire et suffisante** Par ailleurs, le fait que l'enseignement/apprentissage du français ne fasse quasiment pas l'objet de recherche et que la didactologie des langues cultures étrangères en général soit un domaine où la science est complètement en déroute depuis la fin de l'URSS, ne facilitent pas la prise de conscience d'une situation extrêmement préoccupante. Enfin **la paupérisation du métier d'enseignant durant les dix dernières années est également un facteur de poids pour expliquer le manque de cadres compétents et l'absence d'une recherche didactologique**. Il existe encore des îlots de recherche mais ce ne sont plus que des îlots. La situation est donc de notre point de vue grave et dangereuse pour l'avenir de l'enseignement des langues cultures étrangères en Russie et pour la recherche dans ce domaine, aujourd'hui sinistrée. Cette situation est d'autant plus surprenante que l'ouverture du pays exige d'un nombre croissant de personnes la maîtrise d'idiomes étrangers pour mener à bien les échanges. On a vu que l'anglais est devenu une sorte de discipline sinon obligatoire du moins généralisée. Ainsi **l'enseignement de l'anglais est en Russie comme ailleurs dans le monde, la France en tête, un obstacle à l'apprentissage des autres langues étrangères et au développement de la didactologie des langues cultures étrangères**, nouvelle discipline scientifique, qui avec le français langue étrangère a connu en France un grand développement depuis trente ans.

3. L'éducation : de l'idéologie au marché

L'éducation soviétique était totalement soumise à l'idéologie, y compris à l'époque de la Perestroïka. **L'éducation en Russie est aujourd'hui soumise au marché**. Elle constitue même un marché à part entière, où le public en grande partie captif, car tenu par la nécessité d'obtenir un diplôme pour accéder au marché du travail, doit payer de plus en plus souvent et de plus en plus cher l'enseignement qu'il reçoit. Quant aux établissements scolaires et supérieurs, ils sont tenus d'auto-financer une bonne part de leurs dépenses et de produire la plus grande part de leurs recettes. Il faut savoir que le coût moyen d'une inscription universitaire en Russie est beaucoup plus élevé qu'en France. Un étudiant de Tomsk, Omsk ou Novossibirsk paye en moyenne trois fois plus cher son inscription à l'Université qu'un étudiant de Paris, Lyon ou Rouen. Quant aux coûts du logement, de la nourriture, des livres, du transport pour ne prendre que les plus importants, ils ont considérablement augmenté en Russie et l'octroi d'une bourse ne peut compenser au mieux et dans le meilleur des cas que le cinquième des dépenses indispensables à un étudiant en Sibérie occidentale. En France une bourse d'étude attribuée à un étudiant français dont les revenus familiaux sont voisins du revenu minimum, couvre en moyenne la moitié

des dépenses nécessaires. **L'ouverture de la Russie au marché et à la mondialisation de l'économie a eu pour conséquence de limiter le droit à l'éducation, notamment lorsqu'il s'agit des études supérieures**, devenues un produit de luxe pour la majorité de la population, qui officiellement vit dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté.

Les établissements secondaires ne sont pas épargnés par la différenciation sociale et matérielle. Et s'il existait déjà des établissements réservés aux enfants de l'élite du Parti, du moins l'effort massif consenti en matière d'éducation et de santé par l'Etat soviétique n'est pas contestable. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, puisque l'Etat russe ne prend en charge qu'une faible partie des coûts d'éducation et de santé. Quant aux enseignants, ils échappent dans leur grande majorité aux avantages du marché pour n'en connaître que les inconvénients, dans la mesure où leur talent et leur travail ne sont pas payés proportionnellement à la *plus value* qu'ils donnent à leur(s) établissement(s) mais selon des standards toujours définis par l'Etat, et derrière lesquels se réfugient tous les fonctionnaires et toutes les hiérarchies impliquées dans la gestion du système de rémunération des enseignants. Seules quelques *vedettes* de l'éducation ou de la science peuvent espérer des rémunérations un tant soit peu décentes en conséquence de leur apport en prestige et en notoriété à l'établissement dans lequel ils sont employés.

La faible rémunération du corps professoral a eu plusieurs conséquences majeures :

- à l'instar des pays pauvres ou de l'Espagne franquiste (*el pluriempleo*), les enseignants de tous niveaux sont souvent contraints de travailler dans plusieurs établissements avec une charge de travail fréquemment située entre trente et quarante heures de cours par semaine, situation qu'on ne rencontre pas en France, même chez les instituteurs.
- la chasse aux *grants*, qui contraint les enseignants à répondre à des offres de projets et autres concours pour financer leur activité ou leur départ à l'étranger. La France, où l'Etat est très présent en matière d'éducation, n'est pas familière de ce type de procédure au contraire des Etats-Unis, ce qui n'a fait que renforcer l'apprentissage d'un anglais rudimentaire dans la communauté scientifique russophone. Les programmes de l'Union Européenne offrent également des possibilités importantes de financement, qui eux aussi passent par l'utilisation de l'anglais.
- enfin le départ de nombreux enseignants vers des emplois du secteur commercial ou des services, mieux rémunérés.

La corruption propre au milieu de l'enseignement, dont les médias se font l'écho, n'est pas à proprement parler une conséquence de la faible rémunération des enseignants⁷. Elle constitue un des secteurs de *l'économie grise*, qui procure à ceux qui peuvent s'y adonner, une source d'enrichissement importante. Bien qu'existant à l'époque soviétique, cette pratique a pris des proportions sans précédent dans le cadre de l'ouverture de l'Education au marché.

Ces éléments confirment la précarité des conditions d'enseignement et de recherche dans la Russie actuelle et ceci est une conséquence directe de l'ouverture de la Russie à l'économie de marché et du désengagement de l'Etat et des entreprises dans les dépenses sociales notamment en matière d'éducation, de santé et de recherche.

Le métier d'enseignant ou de chercheur de haut niveau est devenu aujourd'hui une fonction héroïque pour une personne normale ou talentueuse dépourvue de sens mercantile. C'est le cas de beaucoup d'enseignants et d'universitaires dont la carrière a commencé sous le régime précédent. Ils forment une part non négligeable de l'intelligentsia et de la gent intellectuelle actuelle, dont l'une des caractéristiques est d'être marginalisée ou en tous cas en lisière du courant de prospérité matérielle, dont profitent les nouvelles élites russes actuelles, ce qui n'était pas le cas sous le régime soviétique.

4. Le marché linguistique

Une autre évolution importante due à l'ouverture de l'éducation au marché concerne la multiplication des produits diplômants offerts aux étudiants et la diversification des établissements secondaires et les profils de formation qu'ils proposent. Derrière les étiquettes ou les appellations, il n'y a souvent qu'un effet de réclame. C'est notamment le cas dans l'enseignement des langues étrangères qui a connu un véritable boom, avec une domination écrasante pour l'enseignement de l'anglais. Tous les établissements ont eu tendance à multiplier l'offre d'anglais et à diminuer celle des autres langues étrangères. De nombreux établissements privés se sont créés dans ce seul but et le répétitorat a fleuri partout. Toutefois les rémunérations proposées aux enseignants ne correspondent pas aux objectifs visés et le bénéfice est essentiellement d'ordre commercial et non pédagogique. Pour le français, le phénomène est inverse. Si la demande existe, l'offre est de plus en plus faible et nombre de personnes ayant appris le français sont obligées d'arrêter à un niveau ou à un autre faute de trouver dans les structures de formation où elles sont inscrites, un enseignement de langue française. Quant aux institutions ou officines privées, elles ne proposent que rarement du français et très peu en font leur produit principal ou exclusif.

Le paradoxe est donc de voir une demande constante, voire en hausse récemment selon nos constatations, délaissée par une offre qui considère le français comme un produit peu rentable et plus difficile à mettre en oeuvre sur le plan de l'attractivité.

Il nous paraît nécessaire de citer encore parmi les changements importants qui ont marqué le monde de l'enseignement des langues cultures étrangères depuis l'ouverture politique du pays :

- La création dans tout le pays de formations à l'international, sur le modèle du MGIMO⁸, souvent à la base des facultés d'Histoire des Universités d'Etat, avec un fort accent mis sur les langues et les civilisations des pays étrangers. Ce type de filières exige des enseignants de langues cultures étrangères, pour qu'ils puissent assurer un enseignement en français spécialisé en civilisation, littérature, histoire, géographie, politique, relations internationales, économie, culture, droit, psychologie... une seconde formation de base ainsi que l'accès à un matériel pédagogique et à des publications de fond variés et coûteux. Ce qui n'est presque jamais le cas.

- L'enseignement technique au sens large a subi lui aussi la pression de l'ouverture à l'international et les enseignements de langues étrangères se multiplient dans toutes les filières de ce secteur de la géodésie au management en passant par la médecine. Cela implique pour les enseignants de langue, dans les établissements techniques, une formation solide en terminologie, en traduction ou en interprétariat. Or de tels enseignants ne sont formés nulle part en dehors des capitales, à quelques exceptions très notables. Mais **la logique du marché oblige les universités du pays à proposer des formations de plus en plus diversifiées, car l'enseignement est payant et la présence d'une langue étrangère, ou d'un enseignement linguistique, est un bon argument de vente et d'image pour les établissements.**

Les nouveaux enseignements de langue sont donc confiés ou à des enseignants formés à l'époque soviétique, ou à de jeunes diplômés des universités, ayant reçu une formation linguistique justement dans ces nouvelles filières pompeusement baptisées *enseignant-interprète, communication interculturelle, relations internationales*, etc.. et pour qui l'enseignement supérieur représente une issue vers l'emploi et un statut social, d'autant que les vacances de poste sont nombreuses, soit parce que la demande de professeurs comme en anglais est supérieure à l'offre, soit parce que les vacances de poste sont nombreuses comme en français.

5. Aspect didactique

Cette situation est d'autant plus alarmante que **les facultés de langue étrangères demeurent plus des cours de formation à la langue pour futurs professeurs des écoles et des lycées que des centres de recherche préparant à l'enseignement et à la recherche en didactique des langues cultures.** La charge d'enseignement y constitue l'essentiel de l'activité des enseignants et l'obligation de recherche n'y est soutenue la plupart du temps par aucune formation scientifique. Ceci nous conduit au coeur du problème actuel, la qualification et la compétence du corps professoral en langues étrangères et en français en particulier. Il est majoritairement constitué de jeunes enseignants, dont une proportion non négligeable est frais émoulue de l'Université, encadrés par des collègues, dont la formation est essentiellement celle qu'ils ont eux mêmes acquise à l'Université à l'époque soviétique et qui n'ont dans leur écrasante majorité jamais fait de recherche, et dont une infime minorité a soutenu une thèse de troisième cycle dans l'une des quelques écoles doctorales de langue française en Russie. Il est fréquent que des enseignants du secondaire soient appelés en renfort pour pallier aux vacances de personnels. Le problème est le même concernant l'anglais ou l'allemand mais à un degré moindre. Le pourcentage de titulaires de thèse de doctorat est infiniment plus faible parmi les professeurs de langues étrangères que dans tout autre discipline, surtout si l'on prend en compte le critère de la discipline enseignée et la discipline dans laquelle la thèse a été soutenue. **Ainsi, au moment où la Russie a le plus besoin de former un public nombreux aux langues cultures étrangères, elle éprouve un déficit de cadres et produit moins de travaux de recherche dans ce domaine.**

L'enseignement est principalement axé sur la grammaire et la traduction. L'enseignement littéraire dans les universités pédagogiques reste trop souvent consacré à la littérature classique ou aux romans modernes diffusés à l'époque soviétique. Les échanges en cours de langue ont lieu essentiellement en langue russe. La compétence communicative n'est dans l'immense majorité des cas, qu'un aspect théorique abondamment abordé dans la formation mais qui ne donne lieu à aucune application, si ce n'est à l'occasion par l'usage d'un manuel importé censé contenir le *nec plus ultra* d'un enseignement moderne à la mode, ou lors de la présentation d'un exposé.

Contrairement aux idées reçues, qui se répandent fort bien à défaut de se prouver scientifiquement, **la capacité d'expression et la compréhension culturelle dans la langue cible sont très limitées en Russie comme dans bien d'autres pays, la France compris.** Et ce parce que le but assigné à la formation des étudiants n'est pas l'acquisition de la langue culture ni sa pratique quotidienne mais un savoir technique sur et pour l'enseignement d'un objet langue, le français. Or la didactique du français langue étrangère porte sur un matériel vivant, les mots, qui ne sont acquis définitivement dans leur sens et leur force que par la pratique et le vécu de la langue. C'est l'emploi de la langue qui constitue l'objet et l'objectif de la didactique des langues cultures et non son enseignement/apprentissage sur le mode d'un savoir scolaire en rapport avec un savoir savant. La langue est enseignée comme un système de règles à respecter, hors de tout échange. A force de ne pas s'exprimer la plupart des étudiants, puis plus tard des enseignants, n'osent plus s'exprimer dans la langue étrangère entre eux et encore moins avec des natifs. Ce système d'enseignement engendre un conformisme pédagogique et une insécurité linguistique très marquée, caractérisée par la peur de la faute et l'inhibition. Ajoutons que :

- si désormais, une relation avec une personne d'un autre pays est banale, cela n'était pas le cas à l'époque soviétique, où tout rapport avec un étranger pouvait avoir de fâcheuses conséquences.
- si les séjours à l'étranger étaient rares à cette époque, et qu'ils sont théoriquement possibles pour tout un chacun de nos jours, en réalité peu d'enseignants peuvent en bénéficier. La barrière politique est remplacée par une barrière financière.
- rares sont les villes de Russie qui disposent d'une salle de lecture ou d'un centre

de ressources sur la France, treize selon notre recensement, Quant aux points de vente proposant du matériel pédagogique français, ils sont rares et peu achalandés et ils ne proposent quasiment pas de produits culturels français.

- une absence généralisée de formation continue solide et suivie en matière de didactique du français, assurée par des personnes aux qualifications et compétences avérées, et ce à tous les niveaux d'enseignement.

6. Les relations internationales

On peut parfaitement mesurer l'ouverture de la Russie au nombre de ressortissants en provenance de pays industrialisés européens ou nord américains, vivant et travaillant en Russie en dehors des capitales et d'une attache professionnelle au sein d'une représentation ou d'une entreprise étrangères. Leur nombre ne dépasse pas quelques dizaines, surtout si l'on envisage une durée de séjour supérieure à cinq ans dans une région éloignée des capitales. Ce chiffre doit être rapporté au nombre important de ressortissants de la Communauté des Etats Indépendants, créée sur les ruines de l'URSS, présents sur tout le territoire russe et celui des chinois de plus en plus nombreux dans les capitales, les grands centres urbains, les régions frontalières avec la Chine.

Quant aux relations interuniversitaires et scolaires, elles sont encore fort limitées. Elles concernent Moscou et Saint-Petersbourg, où la France par exemple a installé des structures très légères mais bien fréquentées d'enseignements diplômants et des centres de recherche communs en sciences humaines. Pour les autres villes du pays, les relations universitaires sont réduites et se confinent souvent à des échanges de *spécialistes*, jeunes diplômés ou chercheurs chevronnés. Très rares sont les filières communes et diplômantes sur place permettant de préparer un diplôme français sans avoir à quitter son *Oblast*⁹. On doit se contenter la plupart du temps du DALF, si l'on a pas les ressources financières pour suivre des études en France. Car la France dans son souci de former une partie des élites russes censées devenir les porteurs du français en Russie demain, et pour augmenter son chiffre d'étudiants étrangers qui constitue un segment du marché de l'éducation, a fixé à six mille le nombre d'étudiants russes qu'elle souhaiterait accueillir chaque année dès 2005. Ils sont aujourd'hui deux mille, dont deux cent cinquante bénéficient d'une bourse du gouvernement français.

Les services des relations internationales des universités, comme ceux de l'ensemble des structures publiques, souffrent de deux handicaps actuellement qui ne leur permettent pas de jouer pleinement leur rôle, ce qui se voit au résultat des liens inter universitaires réellement établis et productifs, notamment avec les universités ouest-européennes et nord-américaines. Le premier point d'achoppement est que **la recherche et la science restent en Russie des domaines stratégiques plus que des domaines de progrès au service de l'ouverture international**. Le choix des titulaires à ces postes tient compte d'abord de cet aspect. On trouve donc comme responsables des relations internationales des personnes ayant occupé des fonctions dans les organisations du Parti ou de l'Etat, qui garantissent leur sensibilisation à l'intérêt national, en particulier sur le plan de la sécurité. Ces postes qui permettent de voyager à l'étranger et dans le pays, de nouer des relations utiles à différents niveaux et dans différents secteurs, sont recherchés avant tout pour les avantages qu'ils procurent et comme des tremplins de carrière. Enfin, et ce dernier point est lié voire la conséquence des deux précédents, seules des initiatives mises en place, soutenues et gérées avec le concours de l'Ambassade de France voient le jour. C'est dire que la coopération universitaire à l'international est d'abord un moyen d'obtenir une assistance matérielle, au même titre que les *grants* ou les programmes européens.

Tout cela dénote qu'il n'y a aucune conscience, de part et d'autre, de la nécessité d'être présent sur place et de multiplier les structures d'accueil, d'échanges, d'études et de travail partout en Russie et en France pour favoriser et garantir l'inter-compréhension

mutuelle, et de mener une politique réciproque de langue la plus favorisée pour déjouer l'étreinte de l'anglais. Rappelons que le russe n'est enseigné en France dans le système éducatif public que depuis 1970 à une poignée de lycéens et d'étudiants : si en 1985, vingt six mille élèves soit 0,38 % des élèves du secondaire ont étudié la langue russe, il n'étaient plus que dix huit mille huit cent vingt et un en 1996 et ce chiffre a encore baissé depuis¹⁰. Le nombre d'étudiants n'a lui jamais dépassé le millier.

En juin 2003 un rapport¹¹ du parlement français analyse les raisons de la faible présence économique française en Russie. Il constate que les relations économiques existant concernent surtout des secteurs stratégiques, et très peu le secteur privé commercial, industriel, agricole ou des services. Cette présence est, de plus, confinée principalement aux deux capitales. Le rapport confirme que la méconnaissance réciproque perdure entre les deux pays. Et si l'image de la France est positive en Russie¹², l'image de la Russie en France est mauvaise et cela expliquerait le faible investissement français privé en Russie.

Le rapport préconise notamment :

- de mener en France un travail de sensibilisation et de formation à la réalité des régions russes.
- la mise en place dans les régions russes de formations françaises dans les universités et la création d'instituts franco-russes sur le modèle de ce qui existe dans les deux capitales, pour permettre aux futurs diplômés et cadres des Régions de parfaire leur connaissance en France et d'y travailler à la modification de l'image de la Russie.
- La création d'un espace universitaire et de recherche commun entre l'Europe et la Russie.

En guise de conclusion

Ces solutions ne sont toutefois pas simples à mettre en oeuvre comme nous avons essayé de le montrer dans cette communication. Le rapport du parlement français, qui étudie essentiellement les aspects économiques des relations franco-russes, confirme que le problème de fond est politique mais que les solutions sont culturelles. L'organisation socio-politique que se donnera la Russie déterminera sa place dans la communauté mondiale. **Le développement décentralisé et direct des relations culturelles, universitaires, éducatives, scientifiques et techniques entre la France et la Russie, entre l'Europe et la Russie, entre la Russie et le reste du monde, demeure le meilleur moyen pour transformer la Russie en une société ouverte.**

Il est indispensable pour cela de se préoccuper en tout premier lieu des conditions de vie de la population dans son ensemble, et de mettre un terme à la paupérisation qui touchent des couches sociales dont le rôle est fondamental pour l'avenir du pays, comme les enseignants, les professions de la culture ou de la santé, parmi d'autres. Or ces couches sociales sont aujourd'hui exclues du progrès. **L'ouverture politique semble essentiellement au service d'une offensive économique menée par et dans l'intérêt de groupes économiques russes plus soucieux d'intégrer le marché mondial que de travailler à l'amélioration et à la transformation de la société russe vers une économie de marché saine et prospère.**

A défaut, l'ouverture continuera d'être pour la grande majorité un *cauchemar*¹³ dont la seule issue demeure l'émigration vers des pays où les conditions de vie et les droits fondamentaux de la personne comme l'éducation, la culture, la santé, sont mieux garantis. La Russie perd chaque année des millions de citoyens aussitôt remplacés par les ressortissants des pays de la CEI, qui fuient eux-mêmes des conditions de vie plus insoutenables encore. Du pire au moins pire, la Russie semble être un enfer pour beaucoup

de russes et une terre promise pour tous les exclus de l'ex URSS, dont cinq millions de sans-papiers, qui voient dans leur naturalisation en Russie le moyen d'échapper à la misère et qui constitue une main d'oeuvre docile et meilleur marché.

Jean Baechler qui mène une réflexion ancienne sur la démocratie et son histoire écrit en 1993 que : « *la sortie du communisme ne signifie pas l'entrée en démocratie. Ce qu'il adviendra, politiquement, économiquement et culturellement, des politiques anciennement communistes en général et de la Russie en particulier reste ouvert et sera décidé au XXI^{ème} siècle. Il faut une capacité élevée d'illusions pour s'imaginer que la transition du communisme vers on ne sait quoi encore puisse se faire aisément* »¹⁴. Ainsi, si officiellement la Russie est reconnue comme une économie de marché, elle n'est pas encore pleinement admise comme une démocratie. L'économie n'est pas une fin en soi mais un moyen au service de fins supérieures, qui vont dans le sens du bien-être du plus grand nombre. Une idéocratie ne peut offrir que le contraire « *les pénuries, l'oppression, l'arbitraire, la corruption, l'illégalité, l'ignorance du droit et des droits, le mensonge érigé en institution, le risque permanent d'aventure extérieure* »¹⁵.

C'est pourquoi Baechler n'entrevoit que deux solutions possibles :

- l'instauration d'un véritable régime démocratique, qui n'est pas le partage égal des richesses, du prestige ou du pouvoir mais une équitable répartition de ceux-ci selon des critères qui soient connus, acceptés et défendus par le plus grand nombre.
- l'instauration d'un régime autoritaire à la faveur d'un mécontentement dû à la multiplication des corruptions, l'intensification du sentiment général que les « *vrais* » problèmes ne sont pas résolus, bref, la conviction diffuse que la démocratie n'est plus le « *bon régime* ».

Nous avons essayé de broser un tableau panoramique de ce que nous comprenons de l'ouverture de la Russie. Pour nous, celle-ci est loin d'être achevée et loin d'être satisfaisante. Loin de nous l'idée de défendre la période précédente, dont Jean Baechler, a dressé une typologie à laquelle nous souscrivons.

L'abandon de la culture, la déshérence de l'éducation, et l'absence d'une réforme et d'une priorité sociales rendent nuls les efforts d'ouverture actuels. Car si l'action économique n'a pas pour objectif le bien être du plus grand nombre mais celui d'une minorité de privilégiés alors l'ouverture actuelle n'a pas fait avancer le problème de la Russie.

L'ouverture actuelle, centrée sur l'économique, ignore ou pire nie les langues cultures comme facteur primordial des échanges et du progrès humain, et comme facteur essentiel de l'amélioration de la compréhension entre les peuples et pour la résolution des conflits sans recourir à la violence. Cela se voit dans l'éducation et la recherche à qui le pouvoir politique assigne avant tout des fins économiques, au service du seul marché économique. Il nous semble que c'est une erreur fondamentale que de vouloir faire de l'éducation et de la recherche de simples instruments de production au service du marché¹⁶.

Les cultures représentent une richesse immatérielle et spirituelle qui portent en elles le sens de l'humanité. Les réduire à de simples contingences matérielles ou à des facteurs mineurs de production évoluant au gré du marché, voilà une conception qui n'a rien de sain ni de scientifique.

Le système russe d'enseignement des langues cultures n'est pas en mesure aujourd'hui de faire face aux défis qui attendent la Russie dans le cadre de la mondialisation. Il ne peut que permettre dans le cadre des facultés des langues étrangères, si bien nommées à l'époque soviétique, *les facultés des fiancées*, puisqu'elles permettaient, et continuent de le faire encore, de préparer nombre de jeunes filles (mais pas seulement) au mariage

avec des étrangers.

Pour que l'apprentissage d'une langue étrangère ne soit pas seulement une bonne filière pour fuir son pays, il faut placer la culture au coeur de la formation du XXIème siècle. Maîtriser le monde, c'est maîtriser quelque ou quelques autre(s) langue(s) culture(s) que la sienne. C'est faire l'apprentissage de son importance en éprouvant sa relativité et sa spécificité, bref sa subjectivité, et s'assurer que partout l'homme a appris à maîtriser le monde et ses mystères et que nulle part il n'a pu le dominer au point de se voir confondu avec lui.

Pour conclure sur les relations culturelles entre la Russie et la France, il convient de dire qu'en cette année du tricentenaire de Saint-Petersbourg, ville phare et symbole de l'ouverture de la Russie sur l'Europe et par elle sur le monde, qui sut si bien apprendre et parler la langue culture française et par là même se rapprocher infiniment de nous, les laboratoires de recherche communs créés à Moscou et Saint-Petersbourg depuis l'ouverture de la Russie en 1991, pour étudier et diffuser nos conceptions de l'histoire et de la sociologie n'ont publié aucun ouvrage sur la présence française en Russie. La seule étude complète sur la culture française en Russie date de 1911 et fut l'oeuvre d'un professeur de la Sorbonne, Emile Haumant. Depuis le politique a pris goût à l'économique, parce que le politique veut accéder et contrôler les richesses matérielles que procure l'économique. Les hommes qui exercent le pouvoir dans les polities développées ont perdu de vue que la culture est à l'origine du progrès et non l'inverse. Maîtriser les langues cultures c'est pénétrer et maîtriser d'autres mondes sans qu'il soit besoin de recourir à la guerre ni même à la compétition. En cela la culture a toujours présenté un immense avantage pour gagner les coeurs et les esprits.

Notes

¹ CELEC : Centre d'Etudes sur les Littératures Etrangères et Comparées ; CEDICLEC : Centre d'Etudes en Didactique Comparée des Langues Et des Cultures ; GERFLINT : Groupe d'Etudes et de Recherches pour le Français Langue Internationale.

² Parmi les damnaites démocraties dont parlent Léo Ferré dans son poème « La solitude ».

³ Pour reprendre le titre d'un film d'Elem Klimov, 1985, Mosfilm, Moscou. Le film qui se déroule pendant la Grande Guerre Patriotique (1941-1945) est un film terrifiant sur la guerre comme force de destruction, balayant les cours naturel des choses. Le film est basé sur des faits tirés de films documentaires et fait référence au « Récits de l'enfer » d'Adamovitch. Le film fut tourné aux endroits qui symbolisent le malheur et la souffrance du peuple russe. Le personnage principal du film, ayant assisté durant son enfance à des massacres est enrôlé à seize ans parmi les partisans, il devient un homme sans compromis et sans pitié qui terrorise le monde autour de lui. Nous faisons un parallèle avec les apprentis sorciers qui balaient d'un revers de main les cultures et négligent d'en faire la base d'une éducation à la diversité parce qu'ils nient celle-ci, parce qu'elle gêne leurs ambitions de puissance et leur appétit du gain. Le résultat est la mort des cultures et le défi de la diversité est un défi intérieur dont il convient de prendre conscience ; comme il convient de prendre conscience des horreurs de la guerre et non pas de chercher à la justifier d'une raison ou d'une autre. « Quelle connerie la guerre » Barbara, Prévert. Et pourtant...

⁴ Jean Baechler, La grande parenthèse (1914-1991) Essai sur un accident de l'histoire, Calmann-Lévy, Paris, 1993, 218 pages.

⁵ La politique linguistique de l'Ambassade de France en Russie, site internet de l'Ambassade de France, 02 octobre 2002.

⁶ La Fédération de Russie comprend 89 sujets dont les Régions ou Oblasts sont les plus nombreux.

⁷ Selon les déclarations du Ministre de l'Intérieur, Boris Grizlov (depuis décembre 2003, Président de la Douma fédérale), vingt mille cas ont été relevés en 2002 dont trois mille sept cent ont donné lieu à sanction disciplinaire et poursuite pénales.

⁸ Il s'agit de l'Institut d'Etat des Relations Internationales de Moscou, l'un des plus prestigieux établissements d'enseignement supérieur russes.

⁹ La Fédération de Russie comprend 89 sujets dont les Régions ou Oblasts sont les plus nombreux.

¹⁰ Ministère de l'Education Nationale, L'évolution des langues vivantes dans le second degré depuis trente ans, Note d'information octobre 1996, Direction de l'Evaluation et de la Prospective, Paris, p 5.

¹¹ L'implantation des entreprises françaises en Russie, rapport N° 995, Commission des finances, de l'économie générale et du plan, juin 2003, Hervé Mariton.

¹² Enquête intitulée «Une image radar de 15 pays» publiée en mars 2003 par l'European Business Club présentant les résultats d'une étude conduite par l'Institut GfK RUS.

¹³ Mot français en usage dans la langue russe courante, utilisée pour signifier une situation matérielle inextricable.

¹⁴ Jean Baechler, p. 193.

¹⁵ Jean Baechler, Ibid., p. 185.

¹⁶ Déclaration du Président Poutine le 1^{er} septembre 2003 à l'Université de Kazan.